

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/56/Rev.1

10 avril 1997

(97-1495)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

EXAMEN DES LEGISLATIONS RELATIVES AUX BREVETS, AUX SCHEMAS
DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTEGRES, A LA
PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUES ET AU
CONTROLE DES PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES
DANS LES LICENCES CONTRACTUELLES

Questions posées par les Communautés européennes
et leurs Etats membres

Révision

La Délégation permanente des Communautés européennes et de leurs Etats membres a fait parvenir au Secrétariat des communications, datées des 18 et 25 mars 1997, concernant les questions que les Communautés européennes et leurs Etats membres avaient adressées à l'Afrique du Sud, à l'Australie, à la Bulgarie, au Canada, aux Etats-Unis, à la Hongrie, à l'Islande, au Japon, à la Norvège, à la Nouvelle-Zélande, à la Pologne, à la République slovaque, à la République tchèque, à la Slovénie et à la Suisse, et qui sont reproduites ci-après.

	<u>Page</u>
Afrique du Sud	2
Australie	5
Bulgarie	7
Canada	10
Etats-Unis	12
Hongrie	15
Islande	17
Japon	18
Norvège	20
Nouvelle-Zélande	21
Pologne	22
République slovaque	24
République tchèque	25
Slovénie	26
Suisse	27

AFRIQUE DU SUD

Brevets

1. "Offrir à la vente" un article breveté (qu'il y ait ou non possession de l'article) constitue-t-il un acte portant atteinte au brevet? (Article 28 de l'Accord sur les ADPIC)

"Importer" (en vue de fabriquer, d'utiliser, d'offrir à la vente ou de vendre) un article breveté constitue-t-il une atteinte au brevet? (Article 28 de l'Accord sur les ADPIC)

2. On croit comprendre que l'Afrique du Sud se prépare à adhérer au Protocole de l'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) et que, dans cette éventualité, un brevet ARIPO aurait le même effet en Afrique du Sud qu'un brevet délivré en vertu de la Loi sud-africaine sur les brevets. Ce type de brevet ne serait pas parfaitement compatible avec les obligations contractées par l'Afrique du Sud en vertu de l'Accord sur les ADPIC. En particulier, il semble qu'un brevet ARIPO, produisant ses effets en Afrique du Sud, ne serait pas conforme aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC énoncées dans les articles ci-après:

Article 2 lu conjointement avec l'article 5*bis* 1) de la Convention de Paris (délai de grâce pour le paiement des taxes pour le maintien des droits);

Article 28:2 (droit de céder ou de transmettre le brevet et de conclure des contrats de licence);

Article 32 (révision judiciaire);

Article 62 (acquisition et maintien des droits).

Le gouvernement sud-africain pourrait-il donner des explications?

3. Les dispositions de la Loi sud-africaine sur les brevets qui concernent les licences obligatoires:

- dans le cas des brevets dépendants, prévu à l'article 31 1) de l'Accord sur les ADPIC; et
- dans le cas d'un usage abusif des droits de brevets,

sont-elles conformes à l'article 31 a), d), e) ou g)? Veuillez donner des précisions.

4. Aux termes de l'article 43 3) de la Loi sud-africaine sur les brevets, une demande de brevet conventionnelle devient immédiatement ouverte à l'inspection après un délai de 18 mois à compter de la première date de priorité revendiquée. Il n'existe pas de disposition équivalente prévoyant qu'une demande de brevet non conventionnelle soit automatiquement ouverte à l'inspection publique après un délai de 18 mois. Ne pourrait-on en conclure que, dans bien des cas, les dispositions de l'article 2 de l'Accord sur les ADPIC, lues conjointement avec l'article 2 de la Convention de Paris, ne seraient pas respectées? Veuillez donner des précisions.

Schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés

1. La Loi sud-africaine sur les dessins et modèles ne prévoit pas d'exception aux actes considérés généralement comme portant atteinte à un droit dans le cas où un dessin ou modèle enregistré, sous la forme d'une topographie de circuits intégrés, est reproduit par un tiers à des fins privées ou à seule

fin d'évaluation, d'analyse, de recherche ou d'enseignement. L'absence d'une telle exception n'est-elle pas contraire à l'article 35 de l'Accord sur les ADPIC lu conjointement avec l'article 6 2) du Traité sur la propriété intellectuelle en matière de circuits intégrés (1989)? Veuillez donner des précisions.

2. On croit savoir que l'Afrique du Sud a l'intention d'adhérer au Protocole de l'Organisation régionale africaine de la propriété industrielle (ARIPO) et que, dans cette éventualité, une configuration déposée auprès de l'ARIPO se rapportant par exemple à une topographie de circuits intégrés aura (si le déposant le demande) le même effet en Afrique du Sud qu'une configuration déposée en vertu de la Loi sud-africaine sur les dessins et modèles. Ce type de schéma de configuration déposé répondrait-il aux obligations découlant pour l'Afrique du Sud de l'Accord sur les ADPIC? En particulier, est-ce qu'un schéma de configuration déposé auprès de l'ARIPO, et produisant ses effets en Afrique du Sud, serait conforme aux dispositions des articles 35, 36 et 37 de l'Accord sur les ADPIC? Veuillez donner des précisions.

Protection des renseignements non divulgués

1. En quoi le droit fondamental selon lequel toute personne peut avoir accès à:
 - a) tout renseignement détenu par les Etats; et
 - b) tout renseignement détenu par autrui qui est nécessaire à l'exercice ou à la protection d'un droit quel qu'il soit,

qui est formulé à l'article 32 1) de la nouvelle Loi constitutionnelle de l'Afrique du Sud de 1996 est-il compatible avec:

- l'article 39, paragraphes 1 et 2, de l'Accord sur les ADPIC, et
 - l'article 17 de la Loi sud-africaine n° 36 de 1947 sur les engrais, les fourrages, les produits chimiques pour l'agriculture et les produits vétérinaires et avec l'article 34 de la Loi n° 101 de 1965 sur le contrôle des médicaments et des substances connexes, lus conjointement avec l'article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC? Veuillez donner des précisions.
2. En ce qui concerne l'exécution d'une ordonnance dite "Anton Pillar", veuillez indiquer les garanties prévues pour empêcher, conformément à l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, que la personne en faveur de qui l'ordonnance a été prise n'obtienne des renseignements confidentiels qui ne sont pas visés par cette ordonnance.

Contrôle des pratiques anticoncurrentielles dans les licences contractuelles

1. Quelles sont les mesures qui existent en Afrique du Sud pour contrecarrer les clauses de rétrocession exclusives, les conditions empêchant la contestation de la validité et (en particulier, mais pas exclusivement, dans l'industrie cinématographique) le régime coercitif de licences groupées, dans les dispositions législatives ou réglementaires ayant trait aux brevets, aux marques de fabrique ou de commerce, au droit d'auteur et aux dessins et modèles (article 40 de l'Accord sur les ADPIC)? Veuillez donner des précisions.

2. Est-il exact que les dispositions de la Loi sud-africaine n° 96 de 1979 sur le maintien et la promotion de la concurrence:

- sont contraires à la teneur de l'article 40 de l'Accord sur les ADPIC, et
- classent les droits de propriété intellectuelle acquis en vertu des dispositions législatives et réglementaires ayant trait aux brevets, aux marques de fabrique ou de commerce, au droit d'auteur et aux dessins et modèles dans une catégorie supérieure à celle des autres droits similaires?

AUSTRALIE

Brevets

1. L'Australie accorde-t-elle une protection temporaire aux inventions brevetables pour les produits figurant aux expositions officielles organisées en Australie, conformément à l'article 11 de la Convention de Paris (1967)? (Article 2:1 de l'Accord sur les ADPIC)
2. Dans quelles circonstances et à quelles conditions le Commonwealth d'Australie ordonnerait-il l'acquisition d'un brevet en vertu de l'article 171 de la Loi sur les brevets? (Article 8 de l'Accord sur les ADPIC)
3. Le fait qu'une invention utilisée en secret soit exclue de la définition d'une "invention brevetable" dans la Loi sur les brevets limite-t-il d'une manière quelconque les circonstances dans lesquelles "des brevets pourront être obtenus" au sens de l'article 27:1 de l'Accord sur les ADPIC?
4. Selon l'article 51 1) a) de la Loi sur les brevets, la décision de refuser de délivrer un brevet est-elle laissée à la discrétion du Commissaire des brevets lorsqu'il n'est pas nécessaire d'empêcher l'exploitation de ce brevet pour protéger les intérêts énumérés à l'article 27:2 de l'Accord sur les ADPIC?
5. La délivrance d'une licence obligatoire conformément à l'article 133 de la Loi sur les brevets, telle qu'elle a été modifiée, serait-elle subordonnée aux prescriptions énoncées aux alinéas c) et f) de l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC? Dans l'affirmative, veuillez donner des précisions.
6. Le gouvernement australien est-il tenu de s'efforcer d'obtenir l'autorisation du détenteur du droit, suivant des conditions et modalités commerciales raisonnables, avant l'exploitation des inventions par la Couronne conformément à l'article 163 de la Loi de 1990 sur les brevets, telle qu'elle a été modifiée? (Article 31 k) et b) de l'Accord sur les ADPIC)
7. L'article 163 de la Loi sur les brevets permet-il l'exploitation de la technologie des semi-conducteurs par les pouvoirs publics?
8. Est-ce que l'exploitation d'un brevet par la Couronne, conformément à l'article 163 de la Loi sur les brevets, serait non exclusive dans tous les domaines et, dans l'affirmative, sur quelle base? (Article 31 d) de l'Accord sur les ADPIC)
9. L'exploitation d'un brevet par la Couronne, conformément à l'article 163 de la Loi sur les brevets, est-elle cessible? Veuillez donner des précisions. (Article 31 e) de l'Accord sur les ADPIC)
10. L'utilisation d'un brevet pour les services de la Couronne, conformément à l'article 163 de la Loi sur les brevets, est-elle autorisée principalement pour l'approvisionnement du marché australien, eu égard en particulier à l'article 168 de la Loi? (Article 31 f) de l'Accord sur les ADPIC)
11. L'Australie prévoit-elle que la validité juridique de toute décision concernant l'autorisation d'utilisation d'un brevet par la Couronne, conformément à l'article 163 de la Loi sur les brevets, peut faire l'objet d'une révision judiciaire, ou cette révision est-elle limitée aux cas où l'on demande au tribunal une déclaration selon laquelle l'exploitation n'est plus nécessaire, comme cela est indiqué à l'article 165A de la Loi? Veuillez donner des précisions. (Article 31 i) de l'Accord sur les ADPIC)

12. L'Australie prévoit-elle l'application des conditions énoncées à l'article 31 1) de l'Accord sur les ADPIC dans les cas d'utilisation par la Couronne, conformément à l'article 163 de la Loi sur les brevets, d'un brevet qui ne peut pas être exploité sans porter atteinte à un autre brevet? Veuillez donner des précisions.

Schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés

1. L'Australie applique-t-elle sa législation sur les schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés aux ressortissants de tous les Membres de l'OMC? (Article 1:3 et article 3:1 de l'Accord sur les ADPIC)

2. L'Australie exige-t-elle que l'exploitation d'une configuration de circuit par la Couronne, conformément à l'article 25 de la Loi sur les configurations de circuits, soit non exclusive dans tous les cas? (Article 31 d) de l'Accord sur les ADPIC)

3. L'exploitation d'une configuration de circuit par la Couronne, conformément à l'article 25 de la Loi sur les configurations de circuits, est-elle cessible? (Article 31 e) de l'Accord sur les ADPIC)

4. L'utilisation par la Couronne d'une configuration de circuit, conformément à l'article 25 de la Loi sur les configurations de circuits, peut-elle être rapportée si et lorsque les circonstances y ayant conduit cessent d'exister ou ne se reproduiront vraisemblablement pas et une autorité compétente est-elle habilitée à réexaminer, sur demande, la confirmation de l'utilisation de cette configuration? Veuillez donner des précisions. (Article 31 g) de l'Accord sur les ADPIC)

5. L'Australie exige-t-elle que le titulaire de droits exclusifs sur des configurations de circuits reçoive une rémunération adéquate, dans tous les cas d'utilisation par la Couronne, conformément à l'article 25 4) de la Loi sur les configurations de circuits? Veuillez donner des précisions. (Article 31 h) de l'Accord sur les ADPIC)

6. L'Australie reconnaît-elle un droit général de révision de la décision prise par le Commonwealth d'Australie concernant l'utilisation d'une configuration de circuit répondant aux conditions voulues, conformément à l'article 25 4) de la Loi sur les configurations de circuits? Veuillez donner des précisions. (Article 31 i) et j) de l'Accord sur les ADPIC)

Protection des renseignements non divulgués

1. L'Australie protège-t-elle i) les renseignements qui font l'objet de l'article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC et ii) en se conformant aux prescriptions de l'article 39:3 de l'Accord et, dans l'affirmative, sur quelle base légale? Dans la négative, l'Australie a-t-elle l'intention d'adopter une législation pour accorder la protection nécessaire et, si telle est son intention, quand cette législation sera-t-elle en application et quel en sera le contenu?

BULGARIE

Brevets

1. Les termes "personne physique ou morale étrangère" mentionnés à l'article 1.2 de la Loi bulgare de 1993 sur les brevets signifient-ils que la loi accorde effectivement la protection conférée par des brevets à tous les ressortissants des Membres de l'Organisation mondiale du commerce, selon la définition et conformément aux dispositions de l'article 1.3 de l'Accord sur les ADPIC? Veuillez donner des précisions.
2. Est-ce que la Loi bulgare de 1993 sur les brevets interdit la délivrance d'une licence obligatoire dans les cas où le détenteur du droit justifie le défaut d'exploitation de l'objet du brevet conformément à l'article 2.1 de l'Accord sur les ADPIC lu conjointement avec l'article 5 A) 4) de la Convention de Paris? Dans l'affirmative, quels sont ces cas?
3. La Loi bulgare de 1993 sur les brevets prévoit-elle la brevetabilité des micro-organismes conformément à l'alinéa b) de l'article 27:3 de l'Accord sur les ADPIC?
4. L'article 30 de l'Accord sur les ADPIC dispose que les Membres pourront prévoir des exceptions aux droits conférés à un titulaire de brevet à condition que celles-ci "ne portent pas atteinte de manière injustifiée" à l'exploitation normale du brevet. Or, à l'article 20 1) de la Loi bulgare de 1993 sur les brevets, les termes employés sont les suivants: "ne causent pas un préjudice matériel notable". Comment cette partie de la Loi sur les brevets est-elle interprétée? Veuillez donner des précisions.
5. La Loi bulgare de 1993 sur les brevets, notamment en ce qui concerne son article 32 7), respecte-t-elle les dispositions de l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC? Veuillez donner des précisions.
6. La Loi bulgare de 1993 sur les brevets impose-t-elle, avant la délivrance d'une licence obligatoire, l'obligation pour le candidat utilisateur de s'efforcer d'obtenir l'autorisation du détenteur du droit, suivant des conditions et modalités commerciales raisonnables, conformément à l'article 31 b) de l'Accord sur les ADPIC? Veuillez donner des précisions.
7. La Loi bulgare de 1993 sur les brevets dispose-t-elle que le détenteur du droit doit être avisé de la délivrance d'une licence obligatoire en cas d'urgence nationale, conformément à l'article 31 b) de l'Accord sur les ADPIC?
8. La Loi bulgare de 1993 sur les brevets limite-t-elle la portée et la durée d'une licence obligatoire aux fins auxquelles celle-ci a été autorisée, conformément à l'article 31 c) de l'Accord sur les ADPIC? Veuillez donner des précisions.
9. La Loi bulgare de 1993 sur les brevets autorise-t-elle la cession d'une licence obligatoire avec la partie de l'entreprise ou du fonds de commerce qui en a la jouissance, conformément aux dispositions de l'article 31 e) de l'Accord sur les ADPIC?
10. La Loi bulgare de 1993 sur les brevets limite-t-elle, dans le cadre d'une licence obligatoire, l'utilisation de l'objet du brevet en question à l'approvisionnement du marché intérieur bulgare, conformément aux dispositions de l'article 31 f) de l'Accord sur les ADPIC?
11. Est-ce qu'en vertu de la Loi bulgare de 1993 sur les brevets, une licence obligatoire peut dans tous les cas être rapportée lorsque les circonstances y ayant conduit cessent d'exister et ne se reproduiront vraisemblablement pas, conformément aux dispositions de l'article 31 g) de l'Accord sur les ADPIC?

12. Est-il stipulé dans la Loi bulgare de 1993 sur les brevets que, conformément aux dispositions de l'article 31 h) de l'Accord sur les ADPIC, le détenteur du droit doit recevoir une rémunération adéquate dans les cas où une licence obligatoire a été concédée concernant l'objet du brevet dont il est titulaire?

13. Quelle est l'entité chargée de statuer sur les demandes de concession et de retrait des licences obligatoires en vertu de la Loi bulgare de 1993 sur les brevets, et les décisions prises au sujet de ces demandes peuvent-elles faire l'objet d'une révision par une autorité supérieure distincte, conformément à l'article 31 i) de l'Accord sur les ADPIC?

14. Dans le cas d'une licence obligatoire concédée afin d'autoriser l'exploitation de l'objet d'un brevet (le "second brevet") qui ne peut pas être exploité sans porter atteinte à un autre brevet (le "premier brevet"), est-ce que, conformément aux dispositions de l'article 31 l) de l'Accord sur les ADPIC, la Loi bulgare de 1993 sur les brevets:

- a) exige que le second brevet suppose un progrès technique important, d'un intérêt économique considérable, par rapport à l'invention revendiquée dans le premier brevet?
- b) accorde au titulaire du premier brevet le droit à une licence réciproque à des conditions raisonnables pour utiliser le second brevet? et/ou
- c) interdit la cession du droit d'utiliser le premier brevet, sauf si le second brevet est également cédé?

15. Est-ce qu'en vertu des dispositions de la législation bulgare, dans le cadre d'une procédure civile engagée pour atteinte aux droits protégeant un procédé breveté d'obtention d'un produit nouveau, et conformément à l'article 34:3 de l'Accord sur les ADPIC, les intérêts légitimes du défendeur sont pris en compte pour la protection de ses secrets de fabrication et de commerce lorsque ce dernier est tenu de prouver que le procédé utilisé pour obtenir un produit identique est différent du procédé breveté?

Schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés

1. La législation bulgare accorde-t-elle la protection des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés prévue aux articles 35 à 37 de l'Accord sur les ADPIC?

Protection des renseignements non divulgués

1. La législation bulgare accorde-t-elle aux personnes physiques et morales les moyens d'empêcher que des renseignements licitement sous leur contrôle ne soient divulgués à des tiers ou acquis ou utilisés par eux sans leur consentement, conformément à l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC?

2. Est-ce que la formule "d'une manière incompatible avec les usages commerciaux honnêtes" employée à l'article 14 de la Loi bulgare de 1991 sur la protection de la concurrence s'entend de i) la rupture du contrat; ii) l'incitation au délit; et/ou iii) l'acquisition de renseignements non divulgués par des tiers qui savaient que ladite acquisition impliquait de telles pratiques ou qui ont fait preuve d'une grave négligence en l'ignorant, conformément aux dispositions de l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC?

3. Est-ce que la Loi bulgare de 1991 sur la protection de la concurrence limite les renseignements non divulgués qui peuvent être protégés contre la divulgation, l'acquisition ou l'utilisation, même si les renseignements en question répondent aux critères énoncés à l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC?

4. La législation bulgare subordonne-t-elle la protection des renseignements non divulgués à la condition que ces renseignements aient fait l'objet de dispositions raisonnables destinées à les garder secrets, conformément à l'alinéa c) de l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC?

5. Lorsque la communication de données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données non divulguées est une condition à laquelle est subordonnée l'approbation de la commercialisation de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture, la législation bulgare protège-t-elle ces données contre l'exploitation déloyale dans le commerce, conformément aux dispositions de l'article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC?

6. Lorsque la communication de données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données non divulguées est une condition à laquelle est subordonnée l'approbation de la commercialisation de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture, la législation bulgare protège-t-elle ces données contre la divulgation, conformément à l'article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC?

Contrôle des pratiques anticoncurrentielles dans les licences contractuelles

1. La Loi bulgare de 1991 sur la protection de la concurrence permet-elle de prévenir ou de contrôler les pratiques en matière de concession de licences contractuelles touchant aux droits de propriété intellectuelle autres que celles qui peuvent constituer un "usage abusif de droits de propriété intellectuelle ayant un effet préjudiciable sur la concurrence sur le marché considéré", au sens de l'article 40:2 de l'Accord sur les ADPIC?

CANADA

Brevets

1. Dans les cas où le Commissaire des brevets a la faculté d'autoriser l'utilisation de l'objet d'un brevet par des tiers sans l'autorisation du détenteur du droit, l'exercice de ce pouvoir discrétionnaire est-il assorti de conditions satisfaisant aux dispositions de l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC, en particulier celles du paragraphe b), de la première moitié de la phrase du paragraphe c), des paragraphes d) et e)?
2. La *Loi sur les brevets*, L.R.C. 1985, modifiée, contient-elle une disposition en vertu de laquelle, au cas où le Commissaire des brevets exerce la faculté d'autoriser l'utilisation publique à des fins non commerciales d'un brevet par les pouvoirs publics sans l'autorisation du détenteur du droit, ce dernier en sera avisé dans les moindres délais lorsque les pouvoirs publics, sans faire de recherche de brevet, savent ou ont des raisons démontrables de savoir qu'un brevet est ou sera utilisé par les pouvoirs publics ou pour leur compte? (Article 31 b) de l'Accord sur les ADPIC)
3. La *Loi sur la protection des obtentions végétales*, S.C. 1990, c. 20, s'applique-t-elle à tous les membres de l'Accord sur les ADPIC comme le prescrit ce dernier? Veuillez donner des précisions.
4. Le gouvernement canadien pourrait-il préciser si les micro-organismes sont brevetés et comment? (Article 27:3 b) de l'Accord sur les ADPIC)
5. La *Loi sur les brevets*, L.R.C. 1985, modifiée, confère-t-elle expressément le droit d'offrir à la vente ou d'importer un produit, que l'objet du brevet soit un produit ou un procédé, conformément à l'article 28:1 de l'Accord sur les ADPIC?
6. L'article 55.2 2) du projet de loi C-91 du Canada semble autoriser, dans certaines circonstances, un tiers à fabriquer et stocker une quantité illimitée d'un produit breveté sans le consentement du titulaire du brevet pendant la durée d'un brevet. Si tel est le cas, le Canada peut-il expliquer en quoi ceci est compatible avec les droits, notamment celui d'empêcher la fabrication non autorisée d'un produit breveté, qui sont conférés au titulaire d'un brevet par l'article 28 de l'Accord sur les ADPIC?
7. Comment la *Loi sur les brevets*, L.R.C. 1985, modifiée, en renversant la charge de la preuve dans une procédure engagée pour atteinte à un brevet dont l'objet est un procédé d'obtention d'un nouveau produit, prend-elle en compte les intérêts légitimes des défendeurs pour la protection de leurs secrets de fabrication et de commerce conformément à l'article 34:3 de l'Accord sur les ADPIC?

Schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés

1. La Loi sur les topographies de circuits intégrés (S.C. 1990) satisfait-elle pleinement aux obligations contractées par le Canada aux termes de l'article 37:2 de l'Accord sur les ADPIC (qui incorpore par référence les dispositions des alinéas a) à k) de l'article 31 de l'Accord) en ce qui concerne les conditions à respecter pour l'autorisation d'utilisation par les pouvoirs publics ou pour leur compte d'une licence obligatoire concernant une topographie de circuits intégrés?
2. Selon le Canada, comment faut-il entendre les termes "à des fins privées et non commerciales" employés à l'article 6 2) d) de la Loi sur les topographies de circuits intégrés, et cette formulation offre-t-elle aux topographies la même protection que celle prescrite par l'article 35 de l'Accord sur les ADPIC?

Protection des renseignements non divulgués

1. En ce qui concerne la divulgation des secrets de fabrique pour des considérations d'intérêt général, l'article 1472 du nouveau *Code civil* du Québec autorise-t-il la divulgation par une personne de renseignements non divulgués contrairement aux dispositions de l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, même si ces renseignements sont secrets, ont une valeur commerciale parce qu'ils sont secrets et ont fait l'objet de dispositions raisonnables destinées à les garder secrets?
2. Dans quelle mesure la législation canadienne (aux niveaux fédéral et sous-fédéral) protège-t-elle les renseignements non divulgués obtenus par un employé dans le cadre de son emploi lorsque l'engagement de cette personne prend fin, même si ces renseignements répondent aux conditions prescrites à l'article 39:2 a), b) et c) de l'Accord sur les ADPIC? Veuillez donner des précisions.
3. Quelles sont les lois ou les réglementations qui permettent au Canada de satisfaire aux obligations découlant de l'article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC? Veuillez donner des précisions.

ETATS-UNIS

Brevets

1. Aux termes de l'article 102 a) du Titre 35 du Code des Etats-Unis, une personne a droit à un brevet sauf si a) "l'invention était connue d'autres personnes ou utilisée par d'autres personnes *dans ce pays* ... avant que le déposant n'ait fait l'invention". Le fait que l'invention soit connue ou utilisée en dehors des Etats-Unis n'est pas suffisant à cet égard. Veuillez expliquer en quoi cette disposition est conforme à l'article 27:1 de l'Accord sur les ADPIC qui stipule, notamment, que l'invention doit être "nouvelle [et] qu'elle implique une activité inventive" pour qu'un brevet puisse être obtenu et que "il sera possible de jouir de droits de brevet sans discrimination quant au lieu d'origine de l'invention". En outre, veuillez expliquer en quoi cette disposition est compatible avec les obligations incombant aux Etats-Unis en matière de traitement national en vertu de l'article 3 de l'Accord sur les ADPIC et de l'article III de l'Accord général, étant donné qu'elle accorde pour des inventions faites aux Etats-Unis des droits qu'elle n'accorde pas pour les autres inventions, et que ces droits représentent un avantage écrasant pour les ressortissants des Etats-Unis.

2. Aux termes de l'article 102 e) du Titre 35 du Code des Etats-Unis, une personne a droit à un brevet sauf si "l'invention a été décrite dans un brevet délivré sur la base d'une demande de brevet déposée par un tiers aux Etats-Unis avant que le déposant n'ait fait l'invention". Cet article dispose en outre qu'une demande internationale ne constitue pas un état de la technique avant la date de dépôt aux Etats-Unis. Veuillez expliquer en quoi cette disposition est conforme à l'article 27:1 de l'Accord sur les ADPIC, aux termes duquel, notamment, il faut qu'une invention soit "nouvelle [et] qu'elle implique une activité inventive" pour qu'un brevet soit obtenu et selon lequel "il sera possible de jouir de droits de brevet sans discrimination quant au lieu d'origine de l'invention". Veuillez expliquer en quoi la législation des Etats-Unis est conforme à l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC, étant entendu que les normes régissant l'obtention d'une date de dépôt au sens de "l'article 102 e)" pour les demandes de brevet émanant essentiellement de ressortissants des Etats-Unis (selon le Titre 35 du Code des Etats-Unis, article 111) sont différentes des normes applicables au titre du Traité de coopération en matière de brevets (c'est-à-dire celles qui concernent essentiellement les déposants d'une demande internationale). En outre, veuillez expliquer en quoi cette disposition est conforme aux obligations des Etats-Unis en matière de traitement national au titre de l'article 3 de l'Accord sur les ADPIC et de l'article III de l'Accord général, étant donné qu'elle confère pour les inventions ayant leur origine aux Etats-Unis des droits qu'elle ne confère pas pour les autres inventions et que ces droits représentent un avantage écrasant pour les ressortissants des Etats-Unis.

3. Aux termes de l'article 102 g) du Titre 35 du Code des Etats-Unis, une personne a droit à un brevet sauf si "avant que le déposant n'ait fait l'invention, cette dernière a été faite *dans ce pays* par une autre personne qui ne l'a pas abandonnée, supprimée ou dissimulée". Veuillez expliquer en quoi cette disposition est conforme à l'article 27:1 de l'Accord sur les ADPIC aux termes duquel, entre autres, il faut qu'une invention soit "nouvelle [et] qu'elle implique une activité inventive" pour qu'un brevet soit obtenu et selon lequel "il sera possible de jouir de droits de brevet sans discrimination quant au lieu d'origine de l'invention". Veuillez également expliquer en quoi cette disposition est compatible avec les obligations incombant aux Etats-Unis en matière de traitement national aux termes de l'article 3 de l'Accord sur les ADPIC et de l'article III de l'Accord général, étant donné qu'elle confère pour les inventions faites aux Etats-Unis des droits qu'elle ne confère pas aux autres inventions et que ces droits représentent un avantage écrasant pour les ressortissants des Etats-Unis.

4. La Loi sur l'énergie atomique (Atomic Energy Act - Titre 42 du Code des Etats-Unis, article 2183) dispose que la Commission de la réglementation nucléaire (Nuclear Regulatory Commission) a la faculté de déclarer qu'un brevet "est d'intérêt général". Une telle déclaration autorise le

gouvernement des Etats-Unis à utiliser l'invention et à autoriser un tiers à demander aux pouvoirs publics une licence pour exploiter cette invention. L'article 2184 empêche les tribunaux des Etats-Unis de prendre des injonctions portant atteinte aux activités du preneur de licence. Veuillez expliquer en quoi ces dispositions sont conformes à l'Accord sur les ADPIC (notamment à l'article 31).

5. La Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique (Clean Air Act - Titre 42 du Code des Etats-Unis, article 7608) dispose que le Ministre de la justice des Etats-Unis peut ordonner qu'en vertu d'une décision judiciaire le titulaire d'un brevet soit tenu de concéder à "toute personne" une licence pour exploiter une invention brevetée jugée "nécessaire" pour permettre à la personne en question de se conformer à la législation sur les émissions de polluants atmosphériques, notamment à la réglementation sur les émissions provenant des automobiles ou de sources stationnaires. Veuillez expliquer en quoi ces dispositions sont conformes à l'Accord sur les ADPIC (notamment à l'article 31).

6. Aux termes de l'article 1498 du Titre 28 du Code des Etats-Unis, il est possible d'engager une procédure judiciaire devant la Cour d'appel fédérale (Court of Federal Claims) des Etats-Unis contre une atteinte portée par le gouvernement des Etats-Unis à une invention brevetée. Les tribunaux des Etats-Unis ne permettent pas aux titulaires de brevets d'obtenir une rémunération "adéquante" et refusent, par exemple, d'attribuer des dommages-intérêts pour le manque à gagner. En outre, les événements montrent que de telles atteintes restent le plus souvent méconnues, étant donné qu'elles se produisent dans le cadre de programmes confidentiels ou secrets des Etats-Unis. Veuillez expliquer en quoi cette pratique et cette réglementation, notamment les dispositions de l'article 1498 du Titre 28 du Code des Etats-Unis, sont compatibles avec l'Accord sur les ADPIC (notamment l'article 31). Veuillez expliquer en particulier en quoi ces dispositions satisfont à l'exigence énoncée à l'article 31 h) de l'Accord sur les ADPIC, selon laquelle le détenteur du droit recevra "une rémunération adéquate ... compte tenu de la valeur économique de l'autorisation".

7. L'article 1498 du Titre 28 du Code des Etats-Unis dispose que des particuliers qui portent atteinte à un brevet détenu par un tiers dans le cadre de travaux accomplis en vertu d'un contrat avec le gouvernement des Etats-Unis sont exonérés de responsabilité pour atteinte à des droits de brevet et ne peuvent faire l'objet d'une injonction. Les seules voies de recours ouvertes au titulaire du brevet consistent à engager une procédure judiciaire contre le gouvernement des Etats-Unis, comme indiqué dans la question précédente. Veuillez expliquer en quoi ces dispositions sont conformes à l'Accord sur les ADPIC (notamment l'article 31).

8. En vertu de modifications récentes apportées au Titre 35 du Code des Etats-Unis, sous la forme du nouvel alinéa c) ajouté à l'article 287, sont exonérés de responsabilité pour atteinte à des droits de brevet, et bénéficient en fait d'une licence obligatoire et sans redevance, les médecins, les autres praticiens de la médecine et établissements dispensant des soins médicaux, notamment les hôpitaux, universités, écoles de médecine, maisons de convalescence et cliniques pour la pratique d'activités médicales protégées par des brevets. Veuillez expliquer en quoi ces dispositions sont conformes à l'Accord sur les ADPIC (notamment l'article 31).

9. En vertu de l'article 184 du Titre 35 du Code des Etats-Unis, les déposants d'une demande de brevet aux Etats-Unis doivent demander une autorisation pour déposer une demande dans un pays étranger avant l'expiration d'un délai de six mois à compter du dépôt de la demande aux Etats-Unis, sous peine de perdre les droits conférés par le brevet aux Etats-Unis. Veuillez expliquer en quoi cette règle est compatible avec l'Accord sur les ADPIC.

10. Le Manuel des procédures d'examen des demandes de brevet des Etats-Unis (MPEP), à l'article 708.02 I) 3), oblige le déposant d'une demande de brevet qui souhaite voir sa demande examinée dans des délais plus brefs, à fabriquer les produits résultant de l'invention en grande quantité, aux Etats-Unis ou sur leurs territoires, dès qu'il est fait droit à ses revendications ou dès la délivrance d'un

brevet pour protéger son investissement en équipement. Veuillez expliquer en quoi cette disposition est compatible avec l'article 27:1 de l'Accord sur les ADPIC, selon lequel des brevets pourront être obtenus sans discrimination quant au lieu d'origine de l'invention.

Schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés

1. Selon le Titre 17 du Code des Etats-Unis, article 906 a) 1), il n'est pas porté atteinte aux droits si "une personne reproduit le moyen de masquage uniquement à des fins d'enseignement, d'analyse ou d'évaluation de la conception ou de la technique de celui-ci ou de l'ensemble des circuits, du circuit logique, ou de l'organisation des composants utilisés dans ce moyen de masquage". Aucune exception n'est prévue pour la reproduction à des fins privées. Veuillez expliquer en quoi cette disposition est compatible avec le Traité sur la propriété intellectuelle en matière de circuits intégrés (ci-après désigné "Traité OMPI"), article 6, paragraphe 2 a), qui est incorporé à l'article 35 de l'Accord sur les ADPIC.

2. Le Titre 17 du Code des Etats-Unis, à l'article 906 a) 2), dispose qu'il n'est pas porté atteinte aux droits si une personne intègre les résultats d'une analyse ou d'une évaluation d'un moyen de masquage protégé dans "un moyen de masquage original *destiné à être distribué*". Veuillez expliquer en quoi cette disposition est conforme à l'article 35 de l'Accord sur les ADPIC et à l'article 6 2) b) du Traité OMPI, aux termes desquels un tiers qui crée un schéma de configuration original à partir de l'évaluation ou de l'analyse d'un schéma protégé peut incorporer le second schéma dans un circuit intégré, que le circuit soit destiné à être distribué ou non.

Protection des renseignements non divulgués

1. Veuillez expliquer comment les Etats-Unis assurent la protection des renseignements non divulgués, comme le demande l'article 39 de l'Accord sur les ADPIC, étant donné que les secrets de fabrique ou de commerce constituent un domaine du droit dans lequel chaque Etat des Etats-Unis est libre de légiférer et d'élaborer - comme beaucoup d'entre eux l'ont fait - une série de règles différentes en la matière.

2. Veuillez expliquer de quelle manière les Etats-Unis assurent la protection des renseignements non divulgués, conformément à l'article 39 de l'Accord sur les ADPIC, étant donné que les Etats des Etats-Unis utilisent généralement une définition plus étroite du terme "secret" que celle indiquée à l'article 39:2 (alinéa a)), aux termes duquel des renseignements sont secrets au sens où ils ne sont pas "généralement connus de personnes appartenant aux milieux qui s'occupent normalement du genre de renseignements en question ou ne leur sont pas aisément accessibles".

3. Veuillez expliquer comment les Etats-Unis protègent les renseignements non divulgués, comme le demande l'article 39 de l'Accord sur les ADPIC, étant donné qu'un certain nombre de juridictions des Etats-Unis ne retiennent pas le critère de culpabilité énoncé à l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC et dans la note de bas de page 10 s'y rapportant, selon lequel de tels renseignements ne doivent pas être acquis "d'une manière contraire aux usages commerciaux honnêtes".

4. Veuillez expliquer comment les Etats-Unis protègent les renseignements non divulgués, conformément à l'article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC, étant donné que, lorsque les Etats-Unis subordonnent l'approbation de la commercialisation de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture qui comportent des entités chimiques nouvelles à la communication de données, les données ainsi communiquées peuvent être diffusées en vertu de la Loi des Etats-Unis sur la liberté de l'information.

HONGRIE

Brevets

1. L'article 19 de la Loi n° XXXIII de 1995 sur la protection des inventions par les brevets ("Loi sur les brevets") prévoit, entre autres, les exceptions suivantes aux droits exclusifs du détenteur d'un brevet: 1) actes accomplis d'usage privé ou en dehors de la sphère des activités économiques et 2) actes accomplis à titre expérimental qui portent sur l'objet du brevet, y compris les expériences et les essais nécessaires pour l'enregistrement des produits pharmaceutiques. Veuillez expliquer en quoi ces dispositions sont compatibles avec les prescriptions de l'article 30 de l'Accord sur les ADPIC.
2. L'article 21 de la Loi sur les brevets stipule que la protection d'un brevet n'est pas opposable au droit "d'utilisation antérieur" ou à la "poursuite de l'utilisation" d'une invention brevetée. Veuillez expliquer en quoi ces exceptions aux droits exclusifs d'un titulaire de brevet sont compatibles avec l'article 30 de l'Accord sur les ADPIC.
3. En vertu des articles 31 à 33 de la Loi sur les brevets, le déposant d'une demande de licence obligatoire doit apporter la preuve que le titulaire du brevet a refusé d'autoriser l'exploitation du brevet malgré l'existence de "conditions appropriées". Le texte de la loi ne spécifie pas que le bénéficiaire potentiel de la licence doit offrir des conditions et modalités commerciales raisonnables pour obtenir le droit d'exploiter le brevet. Il ne spécifie pas non plus qu'une licence obligatoire doit être exclusive et n'en limite pas la portée à l'approvisionnement du marché hongrois. Vu l'absence de dispositions expresses sur les points en question, veuillez expliquer en quoi les articles 31 à 33 de la Loi sur les brevets sont compatibles avec les prescriptions de l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC.
4. Pour les demandes de protection qui étaient en suspens à la date d'application de l'Accord, comment les autorités hongroises satisfont-elles aux dispositions de l'article 70:7 de l'Accord sur les ADPIC qui permet de modifier ces demandes en vue de demander une protection accrue?

Circuits intégrés

1. L'article 7 5) de la Loi n° XXXIX de 1991 sur la protection des topographies de produits semi-conducteurs micro-électriques autorise la vente ou l'écoulement du stock disponible d'un circuit intégré reproduit de façon illicite, à condition que le détenteur du droit reçoive une somme équivalant à la "redevance habituelle d'utilisation" après avoir envoyé un avis informant l'intéressé de manière suffisante que le circuit était reproduit de façon illicite. Veuillez expliquer en quoi cette disposition est conforme à l'article 37 de l'Accord sur les ADPIC, aux termes duquel, en pareilles circonstances, le détenteur du droit doit recevoir une somme équivalant à "une redevance raisonnable telle que celle qui serait exigible dans le cadre d'une licence librement négociée".

Renseignements non divulgués

1. Le chapitre II de la Loi n° LVII de 1996 sur l'interdiction des pratiques commerciales déloyales et de la limitation de la concurrence protège les renseignements non divulgués relatifs à des activités économiques, à condition que la personne qui demande la protection puisse "justifier d'un intérêt légitime" pour garder ces renseignements secrets. Veuillez expliquer en quoi cette disposition est compatible avec l'article 39 de l'Accord sur les ADPIC, qui ne subordonne pas la protection des renseignements non divulgués à l'existence d'un "intérêt légitime".
2. Veuillez expliquer comment la Hongrie protège, conformément au paragraphe 3 de l'article 39 de l'Accord sur les ADPIC, les renseignements non divulgués dont la communication aux pouvoirs publics est une condition à laquelle est subordonnée l'approbation de la commercialisation de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture.

ISLANDE

Brevets

1. Le gouvernement islandais peut-il donner des précisions sur son système de protection des brevets? Est-il exact qu'il n'y a pas de protection pour les demandes de brevet déposées entre le 1er janvier 1996, date d'application de l'Accord sur les ADPIC par l'Islande, et le 1er juin 1996? En outre, concernant les inventions faites dans le domaine des produits pharmaceutiques et des produits chimiques pour l'agriculture, la législation islandaise prévoit-elle un "système de boîte aux lettres et d'approbation de commercialisation", conformément aux dispositions des paragraphes 8 et 9 de l'article 70 de l'Accord sur les ADPIC pour la période allant du 1er janvier 1995 au 1er juin 1996? Veuillez donner des précisions.

2. De quelle manière la législation islandaise applique-t-elle le paragraphe 7 de l'article 70 de l'Accord sur les ADPIC, aux termes duquel, dans le cas des droits de propriété intellectuelle pour lesquels l'enregistrement est une condition de la protection, il sera permis de modifier les demandes de protection en suspens à la date d'application de l'Accord sur les ADPIC pour le Membre en question en vue de demander une protection accrue au titre des dispositions dudit accord, excepté lorsque les modifications introduisent des éléments nouveaux? Veuillez donner des précisions.

JAPON

Brevets

1. Le produit d'un tiers mis sur le marché au Japon entre la date de priorité telle qu'elle est définie par l'article 4 de la Convention de Paris (1967) et la date de dépôt de la demande de brevet au Japon est-il considéré comme ne portant pas atteinte à des droits conformément à l'article 69, paragraphe 2 ii), de la Loi japonaise sur les brevets? (Article 2:1 de l'Accord sur les ADPIC)
2. La personne visée à l'article 79 de la Loi sur les brevets aurait-elle droit, en vertu d'une utilisation antérieure, à une licence non exclusive sur le droit de brevet né de la demande de brevet mentionnée dans cet article si elle exploitait l'invention dans des conditions commerciales ou faisait des préparatifs à cet effet au moment où cette demande de brevet faisait l'objet d'un dépôt antérieur dans un autre pays de l'OMC? (Article 2:1 de l'Accord sur les ADPIC, article 4 de la Convention de Paris de 1967)
3. En ce qui concerne les brevets et les schémas de configuration (topographies), la législation japonaise autorise-t-elle l'imposition de licences obligatoires pour remédier à l'usage abusif des droits en question par le détenteur de droits ou à des pratiques qui restreignent de manière déraisonnable le commerce ou sont préjudiciables au transfert international de technologie? Dans l'affirmative, quelles sont les restrictions éventuelles qui s'appliqueraient à la concession de ces licences et quelle en serait la base légale? Toutes les conditions énoncées à l'article 31 de l'Accord sont-elles respectées? (Article 8:2 et article 31 de l'Accord sur les ADPIC)
4. La législation japonaise applique-t-elle le principe de l'épuisement des droits de brevet sur le plan international?
5. Sur quelle base légale les titulaires de brevet ont-ils le droit, en vertu de la législation japonaise, de céder ou de transmettre par voie successorale le brevet et de conclure des contrats de licence? (Article 28:2 de l'Accord sur les ADPIC)
6. Suffirait-il, conformément à l'article 80 de la Loi sur les brevets, que l'auteur d'une invention dépose une demande de brevet de bonne foi et commence à exploiter ce brevet pour avoir droit à une licence non exclusive en ce qui concerne une demande de brevet déposée antérieurement pour la même invention? Dans l'affirmative, sur quelle base le gouvernement japonais considère-t-il que cela ne porte pas atteinte de manière injustifiée à l'exploitation normale de ce second brevet? (Article 30 de l'Accord sur les ADPIC)
7. Dans quelle mesure et sur quelle base légale le Japon veille-t-il au respect des obligations imposées par l'article 31, dans la première partie de la phrase constituant l'alinéa c), à l'alinéa f), à l'alinéa g), à l'alinéa h) ainsi qu'à l'alinéa l) i) de l'Accord sur les ADPIC?
8. Comment et dans quelle mesure la législation japonaise donne-t-elle effet à l'article 34 de l'Accord sur les ADPIC?

Schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés

1. Est-ce que la définition du circuit intégré semi-conducteur énoncée à l'article 2 1) de la Loi sur les schémas de configuration de circuits intégrés semi-conducteurs ("la Loi sur la configuration de circuits") comprend les circuits intégrés sous forme intermédiaire? Dans la négative, sur quelle base la législation japonaise protège-t-elle les configurations de circuits utilisées pour fabriquer des

circuits intégrés sous forme intermédiaire? Est-ce que la définition de la configuration de circuit donnée à l'article 2 2) de la même loi comprend les configurations de circuits préparées pour un circuit intégré destiné à la fabrication de produits manufacturés? Dans la négative, sur quelle base la législation japonaise protège-t-elle ces configurations de circuit? (Article 35 de l'Accord sur les ADPIC, article 2 du Traité IPIC)

2. La législation japonaise protège-t-elle le détenteur d'un droit sur une configuration de circuit contre la reproduction autrement que par incorporation dans un circuit intégré semi-conducteur? Dans l'affirmative, sur quelle base accorde-t-elle cette protection? (Article 35 de l'Accord sur les ADPIC, article 6 1) a) i) du Traité IPIC)

3. La législation japonaise protège-t-elle le détenteur d'un droit sur une configuration de circuit contre les actes consistant à importer, vendre ou distribuer de toute autre manière, à des fins commerciales, un schéma de configuration enregistré, indépendamment de la question de savoir s'il est incorporé dans un circuit intégré semi-conducteur? Dans l'affirmative, sur quelle base cette protection est-elle accordée? (Article 35 de l'Accord sur les ADPIC, article 6 1) a) ii) du Traité IPIC)

4. La législation japonaise autorise-t-elle les actes consistant à importer, vendre ou distribuer de toute autre manière, à des fins commerciales, un circuit intégré ou tout article incorporant un tel circuit intégré, lorsque ces actes sont accomplis par une personne de bonne foi, après qu'elle aura reçu un avis l'informant de manière suffisante que le schéma de configuration incorporé dans le circuit intégré était reproduit de façon illicite et aura versé une redevance raisonnable, indépendamment du fait que les circuits intégrés en question aient fait partie des stocks dont elle disposait ou aient été commandés avant ce moment? (Article 37:1 de l'Accord sur les ADPIC)

Protection des renseignements non divulgués

1. De quelle manière et sur quelle base légale le Japon protège-t-il contre l'exploitation déloyale dans le commerce et contre la divulgation les données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données non divulguées lorsqu'il subordonne l'approbation de la commercialisation de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture qui comportent des entités chimiques nouvelles à la communication des données en question? (Article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC)

NORVEGE

Brevets

1. Aux termes de l'article premier, paragraphe 4, alinéa 2, de la Loi norvégienne sur les brevets, il ne sera pas délivré de brevets pour "les procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux". Les autorités norvégiennes compétentes en matière de brevets ont interprété cette disposition comme s'appliquant à tous les procédés d'obtention de végétaux ou d'animaux. Le gouvernement norvégien pourrait-il expliquer comment ces dispositions et l'application de la Loi satisfont à l'article 27:3 b) de l'Accord sur les ADPIC? En particulier, les procédés micro-biologiques et les produits ainsi obtenus sont-ils brevetables?

2. Les modifications apportées aux articles 46 et 49 de la Loi sur les brevets par la Loi n° 104 du 20 décembre 1996 ne comportent aucune disposition correspondant à l'article 31 f) de l'Accord sur les ADPIC ("toute utilisation de ce genre sera autorisée principalement pour l'approvisionnement du marché intérieur"). Suivant la proposition n° 73 du Parlement (1995-1996), pages 5 et 6, le Ministère de la justice estime qu'il n'est pas nécessaire de légiférer sur l'article 31 f) car le tribunal prendra en considération l'approvisionnement du marché intérieur pour statuer sur la portée de la licence. Le gouvernement norvégien pourrait-il préciser si la disposition énoncée à l'article 31 f) sera impérative pour les tribunaux, et dans quelle mesure, compte tenu du fait qu'elle est mentionnée seulement dans les travaux préparatoires de la loi et non dans la loi elle-même?

3. Selon l'article premier de la Loi du 12 mars 1993 sur les droits des obtenteurs de variétés végétales (IP/N/1/NOR/P/3), des droits d'obtenteurs de variétés végétales peuvent être accordés seulement à des obtenteurs de telles variétés qui a) sont résidents ou ont leur siège social dans le Royaume de Norvège, ou b) sont des ressortissants ou des résidents ou ont leur siège dans un Etat qui est membre de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales. Aux termes du dernier paragraphe de l'article premier, le Roi peut ordonner que des droits d'obtenteurs de variétés végétales soient accordés dans d'autres cas. Selon l'article 2 du Règlement concernant les droits des obtenteurs de variétés végétales (IP/N/1/NOR/P/4), des droits d'obtenteurs de variétés végétales peuvent être accordés aux déposants de pays qui ne sont pas membres de l'Union si cela présente une importance particulière pour la production norvégienne de variétés végétales ou si cela est justifié par d'autres considérations. Cette disposition ne semble pas donner pleinement effet à l'obligation de traitement national énoncé à l'article 3 de l'Accord sur les ADPIC. Veuillez donner des précisions.

Schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés

1. Aux termes des paragraphes 2 et 3 de l'article 7 de la Loi n° 27 du 15 juin 1990 sur la protection des schémas de configuration de circuits intégrés (IP/N/1/NOR/L/1), le tribunal peut, dans des circonstances particulières, décider qu'une personne qui a acquis de bonne foi un schéma de configuration aura le droit de l'importer, de l'exploiter à des fins commerciales ou de le reproduire dans des conditions raisonnables qui seront définies par le tribunal. Dans des circonstances très particulières, un tribunal peut décider que l'acquéreur qui a fait preuve de négligence aura les mêmes droits. Cette disposition ne semble pas donner effet à toutes les dispositions de l'article 37:1 de l'Accord sur les ADPIC. Veuillez donner des précisions.

Protection des renseignements non divulgués

1. Le gouvernement norvégien pourrait-il expliquer si l'article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC est mis en application dans la législation norvégienne, et de quelle manière?

NOUVELLE-ZELANDE

Brevets

1. Une licence obligatoire au sens de l'article 46 1) de la Loi (modifiée) de 1953 sur les brevets serait-elle délivrée en vertu de la législation néo-zélandaise sur les brevets lorsque le breveté justifie le défaut d'exploitation du brevet par des excuses légitimes? (Article 2:1 de l'Accord sur les ADPIC lu conjointement avec l'article 5 A) 4) de la Convention de Paris)
2. La législation néo-zélandaise accorde-t-elle un délai de grâce, qui devrait être au minimum de six mois, pour le paiement des taxes prévues pour le maintien des droits de brevet, eu égard à l'article 30 5) de la Loi (modifiée) de 1953 sur les brevets? (Article 2:1 de l'Accord sur les ADPIC lu conjointement avec l'article 5bis de la Convention de Paris)
3. L'autorisation d'utiliser des inventions brevetées pour les services de la Couronne, conformément à l'article 55 2) et 55 3) de la Loi (modifiée) de 1953 sur les brevets, est-elle examinée sur la base des circonstances qui lui sont propres? (Article 31 de l'Accord sur les ADPIC)
4. La législation néo-zélandaise prévoit-elle que le titulaire du brevet doit être avisé dans les moindres délais lorsqu'un brevet est utilisé pour les services de la Couronne et que les pouvoirs publics ou l'entreprise contractante, sans faire de recherche de brevet, savent ou ont des raisons démontrables de savoir qu'un brevet valide sera utilisé? (Article 31 de l'Accord sur les ADPIC)

Schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés

1. Le gouvernement néo-zélandais peut-il préciser si l'autorisation d'utiliser un schéma de configuration, accordée à la Couronne ou à une entreprise agissant pour son compte, est susceptible d'être rapportée si et lorsque les circonstances y ayant conduit cessent d'exister et ne se reproduiront vraisemblablement pas? L'autorité compétente est-elle habilitée à réexaminer si ces circonstances continuent d'exister? Veuillez donner des précisions. (Article 37 de l'Accord sur les ADPIC)

Protection des renseignements non divulgués

1. Sur quelle base et à quelles conditions la Nouvelle-Zélande accorde-t-elle la protection des renseignements non divulgués prévue aux termes de l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC?
2. Comment la Nouvelle-Zélande protège-t-elle les renseignements confidentiels divulgués à un ministère ou à un organisme officiel néo-zélandais en vertu de l'article 35C 1) b) de la Loi de 1994 portant modification de la Loi sur les médicaments vétérinaires, de l'article 35C 1) b) de la Loi de 1994 portant modification de la Loi sur les pesticides et de l'article 23C 1) b) de la Loi de 1994 portant modification de la Loi sur les médicaments, contre l'exploitation déloyale dans le commerce? Existe-t-il des restrictions aux conditions dans lesquelles ces renseignements peuvent être divulgués? (Article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC)
3. De quelle manière la Nouvelle-Zélande protège-t-elle les renseignements confidentiels divulgués aux personnes ou aux organismes stipulés à l'article 35C 1) de la Loi de 1994 portant modification de la Loi sur les médicaments vétérinaires, à l'article 35C 1) de la Loi de 1994 portant modification de la Loi sur les pesticides et à l'article 23B 1) de la Loi de 1994 portant modification de la Loi sur les médicaments? Existe-t-il des restrictions aux conditions dans lesquelles ces renseignements peuvent être divulgués? (Article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC)

POLOGNE

Brevets

1. L'article 12 de la Loi sur l'activité inventive du 19 octobre 1972 exclut de la protection conférée par un brevet en Pologne les produits utilisés pour les réactions nucléaires. Veuillez expliquer en quoi cette exclusion est conforme à l'article 27:2 de l'Accord sur les ADPIC, qui limite de manière exhaustive les circonstances en lesquelles un Etat membre peut refuser la brevetabilité à des produits ou des procédés.
2. L'article 16 de la Loi sur l'activité inventive accorde au titulaire d'un brevet le droit exclusif aux avantages financiers découlant de l'application de l'invention et celui d'utiliser l'invention dans le domaine commercial ou à des fins commerciales. Veuillez expliquer en quoi le fait de limiter ce droit aux avantages financiers et à l'utilisation commerciale est compatible avec les articles 28 et 30 de l'Accord sur les ADPIC.
3. Pour les demandes de protection qui étaient en suspens à la date d'application de l'Accord, comment les autorités polonaises se conforment-elles aux dispositions de l'article 70:7 de l'Accord sur les ADPIC qui autorise à modifier ces demandes en vue de demander une protection accrue?
4. Aux termes de l'article 70:2 de l'Accord sur les ADPIC, celui-ci crée des obligations pour ce qui est de tous les objets existant à sa date d'application et qui sont protégés à cette date. En vertu de cette disposition, votre pays offre-t-il la possibilité de porter à 20 ans la durée de la protection offerte par les brevets qui ont été délivrés avant la date de l'application de l'Accord, pour se conformer à l'article 33 de l'Accord sur les ADPIC?

Circuits intégrés

1. Conformément au paragraphe 1 de l'article 6 de la Loi sur la protection des topographies de circuits intégrés du 30 octobre 1992 ("Loi sur les circuits intégrés"), seules les topographies qui sont originales au moment du dépôt de la demande d'enregistrement ont droit à une protection. Veuillez expliquer en quoi cette disposition est conforme à l'article 35 de l'Accord sur les ADPIC, qui incorpore l'article 3, paragraphe 2 a), du Traité IPIC et prévoit la protection d'une topographie pour autant qu'elle soit originale au moment de sa création.
2. En vertu du paragraphe 2 de l'article 12 de la Loi sur les circuits intégrés, en cas de première utilisation non autorisée d'une topographie protégée, par une personne qui ne savait pas que cette protection existait, la loi polonaise prévoit qu'après avoir été informé que la topographie était protégée, le contrevenant peut continuer à l'utiliser dans des conditions "convenues avec le détenteur du droit". Veuillez expliquer en quoi cette loi est conforme à l'article 37 de l'Accord sur les ADPIC concernant l'utilisation non autorisée d'une topographie protégée par une personne qui n'avait pas connaissance de cette protection, aux termes duquel la personne en question "pourra être astreinte à verser au détenteur du droit une somme équivalant à une redevance raisonnable telle que celle qui serait exigible dans le cadre d'une licence librement négociée".

Renseignements non divulgués

1. L'article 11, section 1, de la Loi sur la concurrence déloyale protège contre l'atteinte portée à un secret d'affaires seulement si cette atteinte menace les intérêts matériels du détenteur du droit. Veuillez expliquer en quoi cette disposition est compatible avec l'article 39, paragraphe 2, de l'Accord sur les ADPIC en vertu duquel les renseignements soumis à un contrôle doivent être protégés contre

toute divulgation, acquisition ou utilisation non autorisées et d'une manière "contraire aux usages commerciaux honnêtes".

2. Veuillez expliquer de quelle manière la Pologne assure la protection des renseignements non divulgués communiqués aux pouvoirs publics lorsque l'approbation de la commercialisation de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture est subordonnée à la communication de ces données, comme le demande l'article 39, paragraphe 3, de l'Accord sur les ADPIC.

REPUBLIQUE SLOVAQUE

Brevets

1. La délivrance d'une licence obligatoire en vertu de la législation slovaque sur les brevets est-elle subordonnée à la condition que le candidat utilisateur se soit efforcé d'obtenir l'autorisation du détenteur du droit suivant des conditions et modalités commerciales raisonnables? (Article 31 b) de l'Accord sur les ADPIC)
2. Comment la législation slovaque sur les brevets limite-t-elle la durée d'une licence obligatoire? (Article 31 c) de l'Accord sur les ADPIC)
3. Veuillez indiquer si la législation slovaque sur les brevets respecte la condition d'utilisation non exclusive d'une licence obligatoire et expliquer de quelle manière elle le fait. (Article 31 d) de l'Accord sur les ADPIC)
4. La législation slovaque sur les brevets interdit-elle la cession de licences obligatoires? (Article 31 e) de l'Accord sur les ADPIC)
5. La législation slovaque sur les brevets stipule-t-elle que l'utilisation d'une licence obligatoire doit être autorisée principalement pour l'approvisionnement du marché slovaque, comme le prescrit l'article 31 f) de l'Accord sur les ADPIC?
6. La République slovaque pourrait-elle indiquer si la législation slovaque sur les brevets prévoit qu'une licence obligatoire peut être rapportée lorsque les circonstances y ayant conduit cessent d'exister et ne se reproduiront vraisemblablement pas, et expliquer de quelle manière?

Protection des renseignements non divulgués

1. Quelles sont, en vertu de la législation slovaque sur les brevets, les règles qui mettent en application les paragraphes 1 et 2 de l'article 39 de l'Accord sur les ADPIC? Veuillez donner des précisions.
2. Lorsque l'approbation de la commercialisation de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture qui comportent des entités chimiques nouvelles est subordonnée à la communication de données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données non divulguées, la législation slovaque prévoit-elle la protection de ces données contre l'exploitation déloyale dans le commerce? (Article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC)

REPUBLIQUE TCHEQUE

Brevets

1. La concession d'une licence obligatoire en vertu de la législation tchèque sur les brevets est-elle subordonnée à la condition que le candidat utilisateur se soit efforcé d'obtenir l'autorisation du détenteur du droit, suivant des conditions et modalités commerciales raisonnables, et que ces efforts n'aient pas abouti dans un délai raisonnable? (Article 31 b) de l'Accord sur les ADPIC)
2. Comment la législation tchèque sur les brevets limite-t-elle la durée d'une licence obligatoire? (Article 31 c) de l'Accord sur les ADPIC)
3. Veuillez expliquer si la législation tchèque sur les brevets respecte, et de quelle manière, la condition selon laquelle l'utilisation d'une licence obligatoire doit être non exclusive. (Article 31 d) de l'Accord sur les ADPIC)
4. La législation tchèque sur les brevets interdit-elle la cession des licences obligatoires? (Article 31 e) de l'Accord sur les ADPIC)
5. La législation tchèque sur les brevets prescrit-elle que l'utilisation d'une licence obligatoire soit autorisée principalement pour l'approvisionnement du marché tchèque, conformément à l'article 31 f) de l'Accord sur les ADPIC?
6. La République tchèque peut-elle expliquer si la législation tchèque prévoit la possibilité de rapporter une licence obligatoire lorsque les circonstances y ayant conduit cessent d'exister et ne se reproduiront vraisemblablement pas? (Article 31 g) de l'Accord sur les ADPIC)

Protection des renseignements non divulgués

1. Quelles sont les règles applicables dans le cadre de la législation tchèque sur les brevets qui mettent en oeuvre les dispositions de l'article 39:1 et 39:2 de l'Accord sur les ADPIC?
2. De quelle manière les autorités tchèques assurent-elles la protection des données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données non divulguées contre l'exploitation déloyale dans le commerce lorsque l'approbation de la commercialisation de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture qui comportent des entités chimiques nouvelles est subordonnée à la communication de ces données? (Article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC)

SLOVENIE

Brevets

1. L'article 12 1) de la Loi sur la propriété industrielle exclut de la brevetabilité certaines inventions dont la publication ou l'utilisation serait contraire à la loi ou à la moralité. Est-ce que les termes "publication ou utilisation" ont un sens plus large que les termes "exploitation commerciale" qui sont employés à l'article 27:2 de l'Accord sur les ADPIC pour définir les différents cas d'exclusion de la brevetabilité qui sont autorisés?

Schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés

1. Sur quelle base les tribunaux slovènes peuvent-ils statuer concernant les redevances dues pour l'exploitation commerciale de schémas de configuration protégés dans les cas où le détenteur du droit et la personne qui exploite la configuration ne sont pas parvenus à un accord? La notion de "redevance raisonnable" existe-t-elle dans la législation slovène? (Article 37:1 de l'Accord sur les ADPIC)

Protection des renseignements non divulgués

1. Lorsque l'approbation de la commercialisation de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture est subordonnée à la communication aux autorités slovènes de données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données non divulguées, comment ces données sont-elles protégées dans la législation slovène? (Article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC)

SUISSE

Brevets

1. Selon l'article 40 de la Loi suisse sur les brevets d'invention, lorsque d'autres utilisations de l'objet d'un brevet sont permises sans l'autorisation du détenteur du droit, conformément à l'article 31 a) de l'Accord sur les ADPIC, de telles autorisations seront-elles examinées sur la base des circonstances qui leur sont propres?
2. Le paragraphe 1 de l'article 40 de la Loi suisse sur les brevets d'invention implique-t-il que, comme dans les situations d'urgence nationale ou d'autres circonstances d'extrême urgence visées à l'article 31 b) de l'Accord sur les ADPIC, le détenteur du droit sera avisé aussitôt qu'il sera raisonnablement possible?
3. Le paragraphe 3 de l'article 36 de la Loi suisse sur les brevets d'invention, qui concerne les licences réciproques touchant l'exploitation d'une invention brevetée qui ne peut être exploitée sans porter atteinte à un autre brevet, reconnaît-il au titulaire du premier brevet, conformément au paragraphe 1) ii) de l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC, le droit à une licence réciproque "à des conditions raisonnables" pour utiliser l'invention revendiquée dans le second brevet?
4. Aux termes de l'article 34:1, alinéas a) et b), de l'Accord sur les ADPIC, dans au moins une des situations ci-après, tout produit identique fabriqué sans le consentement du titulaire du brevet sera, jusqu'à preuve du contraire, considéré comme ayant été obtenu par le procédé breveté: si le produit obtenu par le procédé breveté est nouveau, ou si la probabilité est grande que le produit identique a été obtenu par le procédé et le titulaire du brevet n'a pas pu, en dépit d'efforts raisonnables, déterminer quel procédé a en fait été utilisé.

Le paragraphe 2 de l'article 67 de la Loi suisse sur les brevets d'invention prévoit-il le renversement de la charge de la preuve, comme le dispose l'article 34:1 de l'Accord sur les ADPIC?

Schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés

1. L'article premier de la Loi suisse sur la protection des topographies de produits semi-conducteurs protège-t-il, conformément à l'article 36 de l'Accord sur les ADPIC, non seulement un schéma de configuration protégé mais aussi un circuit intégré "dans lequel un schéma de configuration protégé est incorporé, ou un article incorporant un tel circuit intégré, uniquement dans la mesure où cet article continue de contenir un schéma de configuration reproduit de façon illicite"?
2. L'article 8 de la Loi suisse sur la protection des topographies de produits semi-conducteurs prévoit-il qu'une personne utilisant un schéma de configuration conformément à l'article 37:1 de l'Accord sur les ADPIC sera astreinte à verser au détenteur du droit une somme équivalant à une redevance raisonnable telle que celle qui serait exigible dans le cadre d'une licence librement négociée pour un tel schéma de configuration?

Protection des renseignements non divulgués

1. La Loi suisse contre la concurrence déloyale protège-t-elle les renseignements non divulgués qui sont utilisés par des tiers d'une manière contraire aux usages commerciaux honnêtes si la divulgation ne résulte pas d'une rupture de contrat, mais d'un abus de confiance, comme le demande l'article 39:2, note de bas de page 10, de l'Accord sur les ADPIC?
2. Comment la législation suisse protège-t-elle les données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données non divulguées concernant des produits pharmaceutiques ou des produits chimiques pour l'agriculture, conformément à l'article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC?